

POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA TRANSPARENCE

Pour arrêter l'autoréglementation par l'industrie

- Ne laissez pas l'industrie vendre de nouvelles semences sans révéler qu'elles ont été génétiquement modifiées.
- Ne laissez pas l'industrie décider de la sécurité de ses propres semences et aliments GM sans vérification par le gouvernement.

Qu'est-ce qui changerait?

- Le gouvernement ne ferait pas d'évaluation indépendante de la sécurité ou de l'impact sur l'environnement de plusieurs nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM).
- L'industrie pourrait commercialiser de nouvelles semences GM sans informer le gouvernement ou les agriculteurs qu'il s'agit de semences GM.
- L'industrie pourrait vendre des aliments GM sans en informer Santé Canada.

Pourquoi est-ce important?

- Les agriculteurs ont besoin de savoir quelles semences ils achètent.
- Les agriculteurs biologiques ont besoin de savoir si les semences sont issues de l'édition génique parce que les normes canadiennes sur l'agriculture biologique interdisent tout OGM.
- La plupart des Canadiens veulent l'étiquetage obligatoire des OGM.

PASSEZ À L'ACTION

Arrêtons les OGM non déclarés et non réglementés.

Les agriculteurs expédient à la ministre de l'Agriculture des sachets de semences portant l'avertissement que la vente de semences GM non déclarées menace l'avenir des aliments biologiques et de l'agriculture biologique.

AJOUTEZ VOTRE VOIX.

Passez à l'action à

rcab.ca/pasdexemptions

Mises à jour

- La présidente de l'Agence canadienne d'inspection des aliments a démissionné en janvier 2023.
- La ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire s'engage maintenant à assurer la transparence et la traçabilité de tous les OGM.

vigilanceogm.org/articles/pasdexemptions



vigilanceogm.org

FEVRIER 2023



ALERTE

Des ministres fédéraux retirent la réglementation d'OGM

La ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire envisage de laisser l'industrie mener elle-même les évaluations des risques pour l'environnement de plusieurs nouvelles semences issues de l'édition génique. L'industrie ne sera pas non plus obligée de déclarer au gouvernement ces nouvelles semences génétiquement modifiées (GM).

Le ministre de la Santé a déjà décidé que plusieurs aliments issus de l'édition génique ne seront soumis à aucun contrôle de sécurité de la part du gouvernement.

Il n'y aura pas de processus d'approbation par le gouvernement.

Plutôt que d'être soumises à l'évaluation des risques par le gouvernement, les entreprises évalueront la sécurité de leurs propres organismes génétiquement modifiés (OGM), sans la moindre surveillance gouvernementale.

Ces exemptions réglementaires s'appliqueront aux végétaux GM issus de l'édition génique sans ADN étranger (on n'y a pas inséré d'ADN d'une autre espèce).

On vendra et on cultivera au Canada des semences et aliments GM non déclarés, non réglementés.

Les agriculteurs, les consommateurs et même les gouvernements pourraient ignorer l'existence de ces nouveaux aliments et semences GM, puisque l'industrie ne sera pas obligée de les déclarer au gouvernement ni au public.

C'EST L'INDUSTRIE QUI VA S'AUTORÉGLÉMENTER.

MAINMISE DE L'INDUSTRIE

C'est l'industrie des biotechnologies qui profitera le plus de cette exemption réglementaire. Les entreprises contrôleront toute l'information sur leurs OGM, y compris toutes les données scientifiques relatives à leur sécurité.

En secret, des OGM vont commencer à contaminer l'ensemble du système alimentaire. Cela menace gravement les aliments biologiques et toutes les autres options sans OGM.

En 2022, Radio-Canada dévoilait que CropLife Canada, un groupe de pression de l'industrie des biotechs et des pesticides, avait créé un document gouvernemental pour proposer ces changements. Un document de l'ACIA résumant ces propositions a été créé sur l'ordinateur d'une directrice générale de CropLife.

CropLife compte parmi ses membres les plus gros fabricants de semences et de pesticides au monde. Les marchés des cultures GM sont dominés par six géants des semences et des pesticides. Quatre grandes sociétés contrôlent maintenant 58 % du marché mondial des semences et 78 % du marché mondial des pesticides.

Bayer et Corteva (DowDuPont) contrôlent 40 % du marché des semences et Bayer et le Groupe Syngenta contrôlent 41 % du marché des pesticides.

On retrouve dans le groupe de pression CropLife Canada les plus grandes sociétés de l'industrie mondiale des semences biotechs : Bayer, Syngenta, Corteva.



Le groupe de lobbyiste CropLife Canada comprend les plus grandes entreprises de semences OGM et de pesticides du monde.

En 2021, 105 groupes ont envoyé une lettre aux ministres pour demander la transparence et la surveillance:

Nous demandons au gouvernement d'exercer une surveillance sur tous les aliments et les semences génétiquement modifiés, incluant ceux qui sont issus de l'édition du génome. Tous les aliments et les semences génétiquement modifiés devraient faire l'objet d'une évaluation de leur innocuité par le gouvernement, et être obligatoirement déclarés au gouvernement.

Nous demandons également à la ministre de la Santé et à la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de s'engager à ce que tous les organismes génétiquement modifiés utilisés en alimentation et en agriculture soient réglementés de façon transparente sur la base d'études scientifiques indépendantes.

Nous nous opposons à la vente d'aliments et de semences génétiquement modifiés non réglementés et non déclarés. Nous nous opposons également aux propositions de Santé Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), qui permettraient à plusieurs aliments et semences génétiquement modifiés de se retrouver sur le marché sans surveillance gouvernementale.

L'édition du génome peut significativement modifier le génome de plantes, en éliminant par exemple une certaine partie de leur matériel génétique, sans qu'il soit nécessaire d'y introduire de l'ADN étranger. L'édition du génome peut toutefois être imprécise, et même de petites modifications volontaires apportées à une séquence d'ADN peuvent avoir de lourdes conséquences. Il est donc nécessaire de déceler ces possibles effets involontaires, et d'évaluer leurs risques potentiels pour la santé et l'environnement. Les propositions visant à accorder une exemption réglementaire aux OGM issus de l'édition du génome qui ne contiennent pas d'ADN étranger sont inconséquentes, car elles négligent les importants enjeux de sécurité qui peuvent être associés au processus d'édition du génome.